

# Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

## Initiative Minder 6

Thomas Minder et Caspar Baader livrent leurs arguments.



## Politique familiale 10

Le 3 mars 2013, dites NON à l'étatisation des enfants.



## Aménagement du territoire 13

Du Röstigraben à l'Alpengraben. Par Oskar Freysinger.



Pour tous vos imprimés



**Zotfingertagblatt AG**  
Medien- und Printunternehmen  
Zotfingertagblatt AG, 4800 Zofingen  
Tel. 062 745 93 93, [www.ztonline.ch](http://www.ztonline.ch)

## Etrangers criminels : agir maintenant !



*Avec 154'982 signatures récoltées en seulement cinq mois en faveur de l'initiative pour la mise en œuvre du renvoi des criminels étrangers, l'UDC envoie un signal clair au Conseil fédéral. Ce dernier est mis devant ses responsabilités et doit sortir de sa léthargie pour appliquer la volonté populaire.*

Le 28 décembre 2012, l'UDC a déposé à la Chancellerie fédérale l'initiative d'application pour le renvoi des criminels étrangers. Les signatures ont été recueillies en cinq mois seulement. Cette initiative est ainsi l'une des plus rapides à aboutir de tous les temps. Cela montre à quel point la population est irritée par les problèmes posés par les criminels étrangers. L'initiative d'application est un signal clair donné au Conseil fédéral et au Parlement qu'il est grand temps d'inscrire l'article sur le renvoi accepté par le peuple et les cantons dans la Constitution.

Les délinquants étrangers qui commettent des infractions graves doivent être automatiquement contraints de quitter le pays après avoir purgé leur peine. Il en va de même des incorrigibles récidivistes, qui nuisent par leurs actes à l'ordre et à la sécurité publics. Les autorités sont priées d'agir, une fois pour toutes.

**SOUTENEZ FRANC-PARLER**

Dans ce premier numéro 2013, vous trouverez un bulletin de versement. Vous nous remerciers d'avance de votre don ou de votre abonnement volontaire.





# Rétrospective - Perspectives

L'UDC entame l'année 2013 avec le vent en poupe. Nous avons de bonnes cartes en main et emportons cette dynamique dans la nouvelle année. Différents événements prouvent notre bonne forme.

### Succès aux élections de l'automne 2012

L'UDC a acquis dans presque toutes les élections parlementaires de l'automne dernier, tant au niveau cantonal que communal, une stabilité étonnante et parfois même accru son électorat de manière spectaculaire. L'importance et la solidité de celui-ci saute aux yeux dans les cantons d'Argovie, de Schaffhouse et de Berne.

### Ueli Maurer, Président de la Confédération

Pour la première fois dans l'histoire de la Suisse, un opposant affiché à l'adhésion à l'EEE et à l'UE, en la personne d'Ueli Maurer, est devenu Président de la Confédération suisse. L'UDC est fière que le représentant suprême du gouvernement national soit issu de nos rangs. Nous souhaitons à Ueli Maurer un plein succès durant son année présidentielle.

### Renvoyer les criminels étrangers

Le 28 décembre, nous avons pu déposer notre initiative d'application, cinq mois seulement après son lancement. Avec 155'000 signatures légalisées, il s'agit de l'une des initiatives populaires pour lesquelles les signatures ont été récoltées le plus rapidement dans l'histoire de la Suisse. L'initiative d'application peut être mise en vigueur telle quelle en cas d'acceptation par le peuple et confère à la volonté populaire la pression nécessaire quant au nouvel article constitutionnel pour le renvoi des criminels étrangers.

### Réveillon de l'UDC

Le réveillon du nouvel an de l'UDC, déjà presque une tradition, au cours duquel le conseiller national et ancien conseiller fédéral Christoph Blocher rend hommage à trois personnalités historiques d'une région, est en train de devenir l'un des événements culturels majeurs de l'année. Plus de 1500 personnes ont assisté, au Toggenburg, à l'hommage rendu au réformateur Huldrych Zwingli, au pauvre homme du Tockenbourg Ulrich Bräker et à la peintre Babeli Giezendanner, figure de la peinture paysanne.

### Tournoi de jass UDC à Wattwil/SG

Les liens de l'UDC dépassent la seule politique. Nous tenons aux traditions suisses. C'est pourquoi la famille UDC se réunit annuellement pour un tournoi de jass national avec chibre et partenaires attribués par tirage au sort. Le prochain tournoi de jass débutera le samedi 23 février à 10h30 à la Markthalle Toggenburg de Wattwil/SG.

### Le 3 mars – Non à l'article sur la famille

Aussi insignifiant que l'article sur la famille puisse paraître, le danger de ses répercussions sur la société et l'État ne saurait être ignoré. Une fois de plus, on cherche à renforcer l'État social à travers un nouvel article constitutionnel. L'accueil extrafamilial des enfants serait ainsi financé par la main publique sur tout le territoire suisse. Les revendications et la mentalité «tout m'est dû» n'en finiront pas de croître.

### Élections du printemps 2013 – l'UDC doit agir

Ce printemps, des élections de parlements et de gouvernements cantonaux sont prévues dans les cantons du Valais, de Soleure et de Neuchâtel. À cela s'ajoutent des élections de remplacement au sein des gouvernements d'Appenzell Rhodes-Extérieures et de Bâle-Ville ainsi que des élections communales au Tessin.

### Soutenez « Franc-Parler » dès aujourd'hui

Pour pouvoir continuer à publier votre journal « Franc-Parler UDC » l'année prochaine, nous sommes reconnaissants de tout soutien. Nous vous prions d'utiliser le bulletin de versement ci-joint. Un grand merci !

Toni Brunner, président de l'UDC Suisse

**L'UDC combat l'étatisation des enfants.**

# Et vous?

Le 3 mars 2013, les Suisses et les Suissesses voteront sur l'arrêté fédéral relatif à la politique familiale. Le nouvel article constitutionnel porte gravement atteinte à la responsabilité individuelle des familles. La Confédération se voit attribuer la compétence d'émettre des consignes en matière d'éducation, d'exiger des structures d'accueil extrafamilial, de prescrire des modèles horaires aux entrepreneurs et d'imposer des congés paternels ainsi que d'autres dépenses pesant des milliards. L'UDC lutte contre ce projet préjudiciable et insensé. Davantage d'informations aux pages 10 et 11.

## **Vous pouvez nous soutenir activement:**

### **1. Ecrivez des courriers de lecteur**



De brefs et précis courriers de lecteur sont lus par de nombreux citoyennes et citoyens. Ecrivez un courrier de lecteur et envoyez-le à votre journal régional ou cantonal.

### **2. Ecrivez des e-mails et des commentaires**



Connectez-vous sur Facebook ou Twitter et dites pourquoi vous allez voter Non. Vous pouvez aussi écrire des e-mails à vos contacts et publier des commentaires sur les sites Internet des journaux.



## 4 Etrangers criminels

# L'heure du réveil a sonné pour le socialiste Sommaruga

Il a suffi de cinq mois seulement à l'UDC pour réunir 154'982 signatures en faveur de son initiative de mise en œuvre pour le renvoi des étrangers criminels (initiative de mise en œuvre). Déposée le 28 décembre 2012 à la Chancellerie fédérale, cette initiative exige, moyennant un article constitutionnel rédigé de toutes pièces, l'application directe de l'initiative sur le renvoi acceptée par le peuple et les cantons. La conseillère fédérale concernée, Simonetta Sommaruga, fait traîner ce mandat constitutionnel depuis plus de deux ans! Avec cette initiative de mise en œuvre, le peuple a repris les choses en main et contraint un Conseil fédéral passif à respecter enfin la volonté du peuple. Il est grand temps d'intervenir enfin sévèrement contre la criminalité étrangère.



*Les 154'982 signatures réunies ensemble forment un impressionnant rassemblement.*

*Plus de 50 personnes ont participé à la remise des signatures pour l'initiative de mise en œuvre. Parmi elles, on retrouve Toni Brunner, président de l'UDC, Anita Borer, députée à Zurich et Adrian Amstutz, président du groupe.*



*Les présidents romands Claude-Alain Voiblet (VD), Roland Mesot (FR) et Yvan Perrin (NE) se sont réjouis des nombreux paraphes venus de la Suisse romande.*

*Les conseillers nationaux Nadja Pieren, Walter Wobmann et Gregor Rutz ont prêté main forte pour faire parvenir les signatures à la Chancellerie fédérale.*



# ur la conseillère fédérale

## Quelles sont les exigences de l'initiative de mise en oeuvre ?

### Carton rouge

**Renvoi impératif et automatique en cas d'infraction grave.**

Dans ce type de situation, l'auteur ne se voit pas accorder de deuxième chance, comme l'exige l'initiative sur le renvoi acceptée par le peuple. On sort directement le «carton rouge», autrement dit il doit automatiquement quitter le pays dès la fin de sa peine. Sont notamment concernés par cette règle les meurtriers, les violeurs, les dealers, les escrocs ou les cambrioleurs.

### Carton jaune

Pour les autres infractions, le renvoi est automatique si l'étranger a des antécédents judiciaires.

Un étranger condamné à une peine privative de liberté ou à une peine pécuniaire pour une infraction quelconque reçoit ainsi un «carton jaune». Il sait alors qu'il sera renvoyé de Suisse s'il retombe dans la délinquance, donc s'il commet une infraction pénale qui porte particulièrement atteinte à l'ordre public et à la sécurité publique, par exemple en participant à une rixe ou en usant de violence envers un fonctionnaire.

*Comme au football! Un délit grave équivaut à une expulsion (carton rouge). Un délit plus léger fera d'abord l'objet d'un avertissement (carton jaune). Deux cartons jaunes conduisent au carton rouge, donc à l'expulsion.*

**Visionnez l'émission de la TV UDC sur l'initiative de mise en oeuvre: [www.udc.ch](http://www.udc.ch)**

**Plus d'informations: [www.initiative-mise-en-oeuvre.ch](http://www.initiative-mise-en-oeuvre.ch)**



## Citation

« Mais réveillez-vous enfin ! »

Adrian Amstutz, conseiller national, à l'attention de Simoneta Sommaruga lors du dépôt de l'initiative de mise en oeuvre (28.12.2012).

## Zoom



Dans le canton de Bâle-Ville, la part des étrangers condamnés pour criminalité en 2011 est de 61%.

## Chiffre

**154'982**

En seulement cinq mois, l'UDC a récolté ce nombre de signatures. C'est un des records de vitesse pour une récolte de signatures



## 6 Rémunérations abusives

# Pas de référendum ? Ne soyons pas naïfs !

Faites-vous confiance aux opposants à l'initiative fédérale « contre les rémunérations abusives » pour ne pas lancer de référendum contre le contreprojet ? N'oublions pas qu'ils ont dans leurs rangs *economiesuisse*, les Jeunes Libéraux-Radiaux et le conseiller national Martin Landolt (PBD). Et bien entendu MM. Vasella, Dougan, Ospel et Co.

## POUR

La politique n'est pas un univers de conte de fées. Elle est marquée par l'hypocrisie et les coups bas. Elle vit du profilage individuel des politiciens. Le caractère de girouettes de certains politiciens n'a rien de nouveau. Pour cette raison précisément, il serait naïf de croire que personne parmi les opposants ne jouera la carte du référendum si l'initiative est rejetée. Dans les combats politiques, tout est possible ! Le coût d'un référendum, soit environ Fr. 150 000 serait une brouille pour ces groupes d'intérêts, eu égard à la campagne à 8 millions des opposants.



*Le conseiller aux Etats Thomas Minder plaide pour un Oui à son initiative contre les rémunérations abusives. De son point de vue, le risque est important qu'en cas de Non, un référendum soit lancé contre le contreprojet.*

Quelles seraient les conséquences si les opposants lancent un référendum et si celui-ci échoue dans les urnes grâce à de nouveaux millions injectés dans la propagande ? Après une lutte onéreuse de 12 ans (la révision du droit de la société anonyme dure depuis tout ce temps déjà) contre les rémunérations abusives dans les hautes sphères du monde des affaires, le statu quo serait maintenu.

Ni les revendications claires de l'initiative ni le contreprojet dilué et incomplet seraient inscrits dans la loi – un pur gâchis !

La probabilité que le contreprojet soit combattu par référendum est et reste élevée. Eu égard à sa versatilité et à sa puissance financière, le camp adverse serait parfaitement capable de recourir au référendum.

**Bilan : Le seul moyen de garantir qu'aucun référendum ne soit lancé est d'accepter l'initiative populaire « contre les rémunérations abusives » et de l'ancrer dans la Constitution.** D'autant plus qu'avec le contreprojet, les abus continueraient, puisque le Parlement le modifiera instantanément. Le code des obligations est en effet révisé environ trois fois par an.

Quoi qu'il en soit, le contreprojet des managers ne ferme pas les portes dérobées les plus importantes : ni les parachutes dorés, ni les avances, ni les primes en cas de vente et d'acquisition d'entreprises ne sont interdits. Et les plus graves excès dans les rémunérations auront lieu au niveau de la direction. Or seule l'initiative populaire exi-

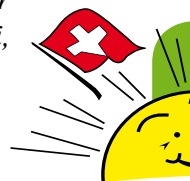
*« Le caractère de girouettes de certains politiciens n'a rien de nouveau. Pour cette raison précisément, il serait naïf de croire que personne parmi les opposants ne jouera la carte du référendum si l'initiative est rejetée. Dans les combats politiques, tout est possible ! »*

ge un vote obligatoire de l'assemblée générale !

Enfin, les dirigeants de l'UDC ont eux aussi promis publiquement de rallier le comité d'initiative et moi-même dans la campagne de votation en cas d'échec de la « solution de conciliation » de 2010 au Parlement. Cet accord a ensuite été approuvé par la fraction UDC au complet, sans opposition. Ladite « solution de conciliation » en 30 points a ensuite connu un échec retentissant.

**Votez OUI à l'original, à l'initiative populaire « contre les rémunérations abusives ». C'est la seule manière d'éviter un référendum périlleux.**

*par Thomas Minder, conseiller aux Etats, initiant, sans parti, Neuhausen am Rheinfall (SH)*



# Mieux vaut un durcissement rapide du droit des entreprises

Depuis des années, l'UDC se bat contre les profiteurs, à savoir contre les managers et les membres de conseils d'administration qui se servent éhontément dans les caisses des entreprises cotées en bourse. Ces agissements sont possibles car jusqu'à présent les actionnaires n'avaient, en tant que propriétaires, pas leur mot à dire sur ces rémunérations. Thomas Minder a du mérite pour avoir saisi le problème à bras-le-corps mais son initiative va trop loin avec ses 24 revendications !

Le 26 mars 2012, après des débats intenses, le Parlement a adopté, sous la forme d'une révision du droit de la société anonyme un contreprojet indirect pour le renforcement des droits des actionnaires. Celui-ci contient les points essentiels de l'initiative. Si l'initiative Minder est rejetée le 3 mars 2013, la révision du droit de la société anonyme pourrait être mise en vigueur immédiatement. Si en revanche elle est acceptée, le contreprojet indirect deviendrait caduc. Les combats au sein du Parlement reprendraient et les mesures contre les rémunérations abusives seraient retardées. C'est dans ce contexte que s'est formé le Comité des entrepreneurs UDC, qui s'engage pour le rejet de l'initiative et l'application rapide du contreprojet.

*« Si l'initiative Minder est rejetée le 3 mars 2013, la révision du droit de la société anonyme pourrait être mise en vigueur immédiatement. »*

**Quelles sont les principales nouveautés du contreprojet ?**

## 1. Approbation des rémunérations par les actionnaires :

Comme prévu par l'initiative, l'assemblée générale devra à l'avenir se prononcer chaque année sur la somme des rémunérations des membres du conseil d'administration et de la direction. En ce qui concerne la rémunération de la direction, les actionnaires pourront selon le contreprojet fixer dans les statuts que cet-

te décision n'a qu'un effet consultatif. Le contreprojet permet aussi exceptionnellement des indemnités de départ et préalables mais uniquement sur la base d'une décision de l'assemblée générale. Cela permet notamment de préserver la marge de manœuvre pour le remplacement rapide d'un membre de la direction.

## 2. Règlement et rapport de rémunération :

Un point central pour un contrôle efficace est que, selon le contreprojet, le conseil d'administration doit impérativement soumettre à l'assemblée générale un règlement de rémunération régissant toutes les rémunérations des membres du conseil d'administration et des consultants. Chaque année, le conseil d'administration

doit rendre des comptes à l'assemblée générale concernant la bonne application du règlement de rémunération dans

un rapport de rémunération. Cette solution garantit la transparence, elle est plus flexible que la fixation des principes de rémunération dans les statuts exigée par l'initiative. Et le droit de participation des actionnaires aux décisions est garanti.

## 3. Réélection annuelle des membres du conseil d'administration :

Le contreprojet règle aussi cette question et fait de la réélection pour



*Le conseiller national Caspar Badder combat l'initiative contre les rémunérations abusives et soutient le contreprojet.*

un an la norme. Cela réduit le risque que les membres du conseil d'administration se versent des montants excessifs après leur élection, durant leurs trois ans de mandat. L'importance de cette mesure est toutefois moindre puisque, selon le contreprojet, toutes les rémunérations doivent de toute manière être approuvées par l'assemblée générale. Il est donc acceptable que le contreprojet laisse ouverte la possibilité de revenir, pour des raisons de continuité, à la réélection tous les trois ans.

*par Caspar Badder, conseiller national, Gelterkinden (BL)*

# CONTRE

**Les délégués de l'UDC Suisse prendront position le 26 janvier 2013**

# Comité des entrepreneurs contre les rémunérations abusives

**NON à l'initiative populaire  
« contre les rémunérations abusives »,  
pour que le contreprojet contre les rémunérations  
abusives prenne effet immédiatement.**

Voici pourquoi les entrepreneurs UDC s'opposent à l'initiative contre les rémunérations abusives et soutiennent le contreprojet à l'initiative Minder :

- ▶ Seul le contreprojet lutte efficacement contre les rémunérations abusives, car il est applicable de suite.
- ▶ Si l'initiative populaire était acceptée, il faudrait attendre des années avant son application – à l'instar de l'initiative sur le renvoi – et rien ne changerait pour l'élite du monde des affaires. C'est pourquoi le contreprojet protège mieux contre les rémunérations abusives.
- ▶ Le contreprojet exige que les actionnaires, donc les propriétaires, fixent les règles concernant les salaires et les bonus. On évite ainsi les incitations aux abus, avant même la commission de nouveaux excès.
- ▶ Le contreprojet va plus loin que l'initiative sur des points décisifs. Les groupes devront publier chaque année le montant des salaires et des bonus des différents membres du conseil d'administration et de la direction. Ceux qui s'enrichissent par cupidité seront donc vite repérés et les actionnaires pourront intervenir de manière ciblée. Si un salaire s'avère a posteriori injustifié, seul le contreprojet facilite le remboursement du trop-perçu.

**Le 3 mars 2013, votez NON, pour des mesures  
efficaces contre les rémunérations abusives.**

**CASPAR BAADER**, conseiller national, Gelterkinden (BL) • **CHRISTOPH BLOCHER**, conseiller national, Herrliberg (ZH) • **SYLVIA FLÜCKIGER**, conseillère nationale, Schöftland (AG) • **SEBASTIAN FREHNER**, conseiller national, Bâle (BS) • **PETER FÖHN**, conseiller aux États, Muotathal (SZ) • **ULRICH GIEZENDANNER**, conseiller national, Rothrist (AG) • **HANS KAUFMANN**, conseiller national, Wettswil (ZH) • **YVES NIDEGGER**, conseiller national, Genève (GE) • **HANSJÖRG WALTER**, conseiller national, Wängi (TG) • **JEAN-FRANÇOIS RIME**, conseiller national, Bulle (FR) • **PETER SPUHLER**, anc. conseiller national, Weiningen (TG) • **GREGOR RUTZ**, conseiller national, Küsnacht (ZH) • **THIS JENNY**, conseiller aux États, Netstal (GL)





## « Il n'y a pas de malédiction neuchâteloise. Au contraire ! »

**Y**van Perrin, votre campagne se place sous le slogan « Le bon sillon pour notre canton », expliquez-nous ce que cela signifie ?

C'est simple: ceux qui sont actuellement aux commandes de la charrue vont dans tous les sens et quand on a mal labouré, on ne peut que mal semer. La récolte sera donc forcément mauvaise.

Plus concrètement, après quatre ans de gouvernance PS-PLR, tous les indicateurs sociaux sont au plus mal à Neuchâ-

souhaitez-vous contribuer à plus de sérénité au Conseil d'Etat ?

La première mesure consiste à élargir sa base en évitant le bipartisme. Pour prendre l'image d'un tabouret, s'il n'y a que deux pieds, l'équilibre est instable. Avec trois pieds, ça va déjà un peu mieux.

**Selon vous, quelle est la première priorité du futur Conseil d'Etat ?**

Les finances. Parce que de la situation financière dépend la capacité d'action et naturellement la liberté de manœuvre. La sécurité est aussi

une priorité. Il manque des policiers, il manque des places de détention, il manque aussi des magistrats. Dans le Haut, l'insécurité qui règne en raison du tourisme criminel a des conséquences directes sur l'économie.

L'élection se jouera au système majoritaire qui ne favorise pas les candidats UDC. Quel est votre secret pour convaincre une majorité de Neuchâteloises et de Neuchâtelois de vous soutenir ?

Je ne parlerai pas de secret mais j'ai l'impression qu'il y a une réelle volonté de changement dans le canton de Neuchâtel. Les gens veulent voir de nouvelles têtes. La population neuchâteloise n'est pas très satisfaite du bilan de l'équipe sortante. L'UDC a donc toutes ses chances.

**Enfin, quelle est la votation fédérale prioritaire en 2013 à vos yeux ?**

Celle sur l'abrogation de l'obligation de servir qui est issue du GSsA. Notre sécurité en dépend directement. Je m'engagerai donc vivement contre les dérives de ce groupe.

*« Ceux qui sont actuellement aux commandes de la charrue vont dans tous les sens et quand on a mal labouré, on ne peut que mal semer. La récolte sera donc forcément mauvaise. »*

tel. Mais il serait faux de croire qu'il y a une malédiction neuchâteloise. Au contraire ! Donc la situation désastreuse est due aux erreurs politiques et si on se met à bien jouer, on gagnera la partie.

**Le Conseil d'Etat de cette législature a connu plusieurs revers. Comment**

### Yvan Perrin en privé...

#### Votre citation favorite ?

« Les pères ont mangé des raisins verts et les fils en ont eu les dents agacées ». (Ezéchiel, 18:2) Cette citation nous rappelle que les décisions d'aujourd'hui concernent surtout les générations de demain. Nous devons donc être responsables.

#### Votre livre de chevet ?

« L'art de la guerre » de Sun Tzu.

#### La personnalité avec qui vous souhaiteriez vous entretenir 1h ?

De manière générale, je dirai le Général Guisan. Sinon, parmi les vivants, je dirai Nelson Mandela.

#### Votre activité favorite ?

La lecture.

### LE BON SILLON POUR NOTRE CANTON



**Yvan Perrin**  
au Conseil d'Etat

www.yvanperrin.ch CCP 17-130072-5



## Non à l'arrêté fédéral sur la p

Le Parlement a décidé de redéfinir la politique familiale et de lui donner un ancrage fédéral sous la forme d'un nouvel article constitutionnel. Le 3 mars 2013, l'arrêté fédéral du Conseil national et du Conseil des États sera soumis au vote du peuple. L'UDC rejette le projet. Il mine l'importance et la valeur de la famille pour l'État et pour la société, retire aux parents la responsabilité de l'éducation des enfants et étatisé la prise en charge de ceux-ci. Tout cela est contraire à notre vision de la famille et engendrerait un surcoût énorme, assumé en fin de compte par le contribuable.

Pour ce qui est du texte, le nouvel article constitutionnel commence de manière plutôt anodine, en exigeant que la Confédération prenne en considération les besoins de la famille dans l'accomplissement de ses tâches et en lui permettant de soutenir les mesures destinées à protéger la famille. Personne ne s'érigera sérieusement contre cette formulation générale, qui n'engage à rien. Les idées des partisans se concrétisent cependant déjà au deuxième paragraphe, où la possibilité de concilier famille et activité lucrative ou formation

occupe le premier plan et qui obligerait désormais les cantons à mettre à disposition des structures complémentaires à la famille et à l'école couvrant les besoins. Là où cela devient gros comme le bras, c'est lorsque le troisième et dernier paragraphe dispose que la Confédération prescrira les exigences minimales si les efforts des cantons ou des tiers s'avèrent insuffisants.

### Non à l'étatisation de l'éducation des enfants

Il est ainsi clair que l'objectif visé n'est

rien moins qu'une offre uniforme, dictée sur un mode centraliste par la Berne fédérale, couvrant tout le territoire suisse, de crèches étatiques et de places d'accueil extrafamilial, à la charge de la collectivité. Parfaitement au goût de tous les cercles politiques pour lesquels l'uniformisation et la socialisation de l'éducation des enfants importent davantage que la liberté et la responsabilité individuelle des parents dans l'éducation et les soins à leurs enfants. Ce sont les mêmes cercles qui exigeaient il y a peu de la part des grand-mères et des tantes une formation avec

### Contre la prise en charge étatique des jeunes enfants et la mise sous tutelle des parents



La plus petite cellule de la société mais aussi la plus importante est et reste la famille. Celle-ci, ainsi qu'une éducation ai-

mante et cohérente constituent les fondements primordiaux du sain développement de l'enfant. Les enfants ont besoin d'amour, de sécurité, de temps et de la présence d'une personne de confiance avec laquelle ils ont des liens étroits. C'est tout particulièrement le cas pendant les trois à cinq premières années de leur vie, qui sont absolument décisives, mais aussi par la suite. **Prendre le temps nécessaire et éduquer ses enfants sous sa propre responsabilité est le meilleur investissement pour qu'ils réussissent leur vie, un investissement auquel la prise en charge extrafamiliale par l'État n'offre pas de substitut**

**équivalent et qui est impossible à rattraper par la suite.**

Pour les familles et les personnes élevant seules leurs enfants qui ont besoin de soutien, il est nécessaire de disposer de places d'accueil de qualité, aussi proches que possible de la famille. Celles-ci doivent être organisées en premier lieu de manière privée, afin de garantir que l'offre corresponde à la demande. Les efforts en vue de renvoyer immédiatement les mères à leur poste de travail après la naissance témoignent d'une pensée à très court terme et sont contreproductifs à deux égards. D'une part en ce qui concerne le développement de l'enfant, d'autre part sur le plan économique. Les expériences et le savoir acquis dans la vie familiale sont, combinés à des connaissances professionnelles mises à jour, très utiles à l'activité professionnelle ultérieure des mères. À l'inverse, les femmes qui doivent

assumer simultanément des charges multiples sont souvent épuisées bien avant l'âge de la retraite, comme le montrent des études récentes menées en Suède. **Ce n'est certainement pas le rôle ni la responsabilité de la Confédération, comme le voudrait l'article sur la famille, de fixer des principes visant à promouvoir la possibilité de concilier famille et vie professionnelle et de contraindre les cantons et les communes à offrir des places d'accueil sur tout le territoire pour des coûts chiffrés en milliards. C'est la famille et non son substitut qui doit être renforcée: une mesure préventive, à long terme, pour notre société. Les parents ne doivent pas être mis sous tutelle !**

*par Verena Herzog, députée et, dès mars 2013, conseillère nationale, Frauenfeld (TG)*



# Politique familiale

diplôme pour garder leurs petits-enfants et neveux. Ce sont les mêmes cercles qui ont déjà largement échoué avec les mêmes revendications dans les cantons. À juste titre, car l'éducation et les soins aux enfants ne sont pas une tâche étatique et relèvent en premier lieu de la responsabilité des parents. À tout le moins selon les principes et valeurs que nous partageons au sein de l'UDC.

## Non à l'alourdissement massif de la charge fiscale

Comme trop souvent, la promotion de l'accueil extrafamilial introduit une nouvelle tâche étatique, sans que les conséquences financières pour le contribuable ne soient exposées. Selon les normes internationales de l'OCDE, il faudrait

prévoir pour l'accueil extrafamilial en âge préscolaire près de 5,5 milliards de francs par an. C'est environ cinq fois plus que ce qui est actuellement dépensé à cet effet. Si l'on multiplie le nombre d'enfants en Suisse par le nombre de places de crèches nécessaires en âge préscolaire et par le coût de celles-ci, la charge financière à prévoir augmente au-delà de 12 milliards de francs. Et ce calcul n'inclut pas encore tous les frais des structures d'accueil de jour pour les enfants en âge scolaire. Dans l'ensemble,

ce sont des montants chiffrés en milliards que la Confédération prévoit – sans s'en

*« Par un NON univoque à l'arrêté fédéral sur la politique familiale, nous posons une pierre angulaire pour l'objectif que nous poursuivons: que le bien-être des enfants reste entre les mains des parents et ne passe pas en celles de l'État. »*

formaliser – de répercuter sur les cantons et les communes.

## Renforcer la famille plutôt que la bureaucratie et l'industrie sociale

Le nouvel article constitutionnel aurait pour conséquences une augmentation énorme de la bureaucratie et de l'administration de l'éducation, de même que toute une industrie de l'accueil soutenue par l'Etat, telle qu'elle existe aujourd'hui dans les domaines de l'asile, des soins et d'autres secteurs sociaux. L'UDC exige d'emprunter une autre voie. À travers son initiative sur la famille, qui passera vraisemblablement dans les urnes cet automne, elle demande l'égalité de traitement et le soutien aux parents qui éduquent encore leurs enfants eux-mêmes, sous leur propre responsabilité et en toute liberté. Par un NON univoque à l'arrêté fédéral sur la politique familiale, nous posons une pierre angulaire pour l'objectif que nous poursuivons : que le bien-être des enfants reste entre les mains des parents et ne passe pas en celles de l'État.



*Ce n'est pas une première! L'UDC s'engage depuis plusieurs années contre l'étatisation des enfants. L'affiche ci-dessus a été posée par l'UDC de Deitigen, canton de Soleure, lors de la campagne contre le concordat HarmoS en 2008.*

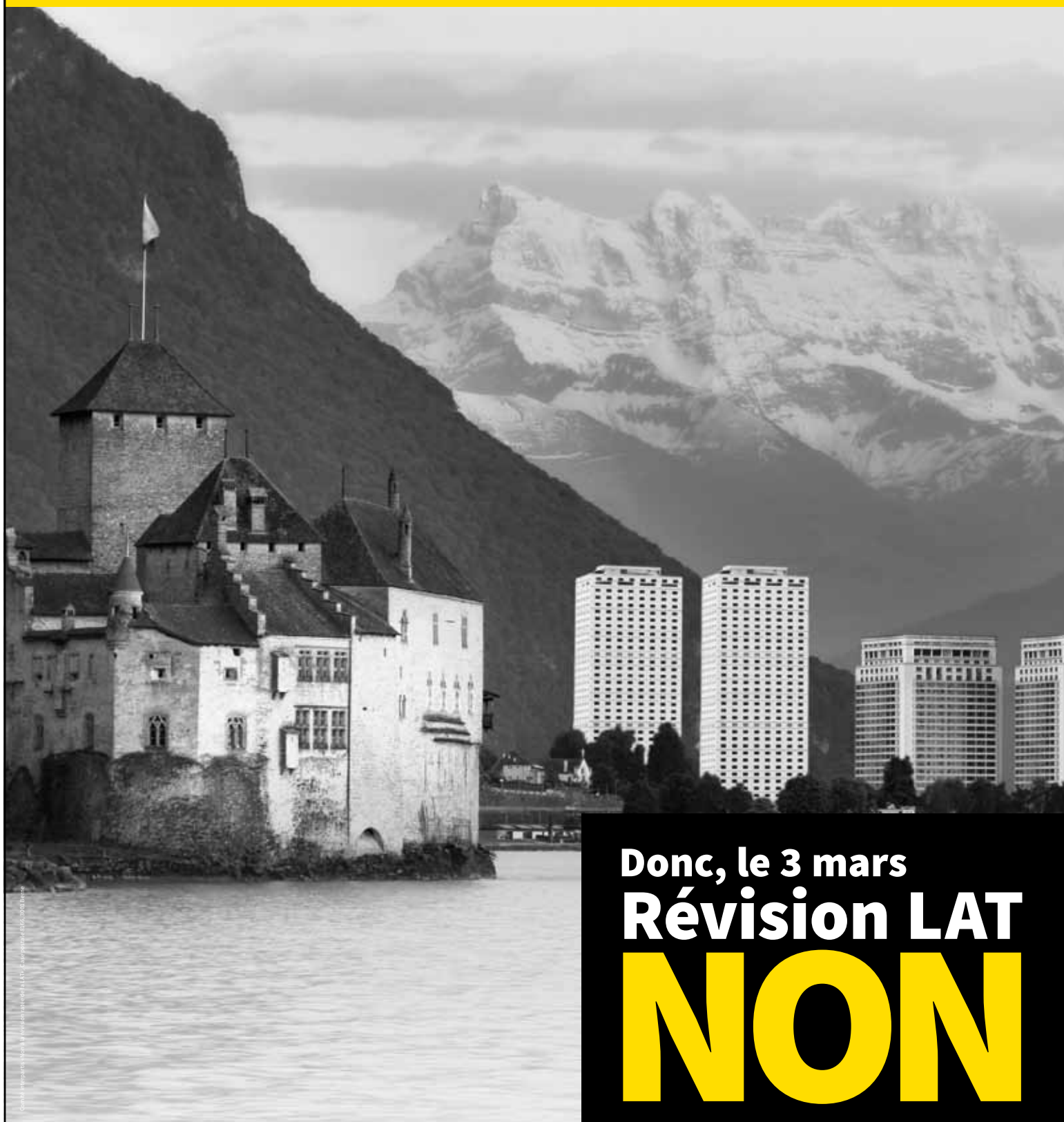


*par Thomas de Courten, conseiller national, Rüfenberg (BL)*

*Les délégués de l'UDC Suisse prendront position le 26 janvier 2013.*



# **Pas de diktat de Berne sur l'aménagement du territoire**



Donc, le 3 mars  
**Révision LAT**  
**NON**

# Révision de la loi sur l'aménagement 13

## Révision LAT :

### du Rösti- à l'Alpengraben

La révision de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT) est un loup déguisé en agneau. Sous couvert de protection du paysage, elle ignore des principes constitutionnels et foule aux pieds la sécurité du droit ainsi que l'autonomie. Ces mesures centralistes provoqueront non seulement un gonflement de la bureaucratie, mais aussi des dommages très importants pour l'économie nationale.

Le référendum contre la révision de la loi sur l'aménagement du territoire, soutenu par une majorité écrasante de la base du parti, a pour but de contrer une évolution inquiétante décidée par le Parlement. Premièrement, l'obligation de changer d'affectation des zones ordonnée par les Chambres constitue une violation inacceptable du fédéralisme, tel qu'il est ancré dans la Constitution de notre pays. La Confédération commet ici une atteinte inacceptable à la souveraineté des cantons et porte en particulier gravement préjudice aux régions périphériques et de montagne du massif alpin.

En outre, l'obligation de dézonage et de construction ordonnée, de même que la taxe sur la plus-value de 20% au minimum violent de manière crasse les droits de propriété.

Tout cela n'a été décidé que parce que les régions majoritairement urbaines craignent une acceptation de l'initiative sur le paysage par le peuple (moratoire de 20 ans sur les surfaces constructibles).

Pour les régions périphériques, ces modifications impliquent toutefois une destruction de patrimoine insupportable. Les cantons comme le Valais, les Grisons mais aussi des régions telles l'Oberland bernois ou de grandes par-

ties de la Suisse centrale, peu industrialisés, n'ont guère d'autre richesse que leur sol et leurs biens immobiliers.

Si la révision de la loi sur l'aménagement du territoire est acceptée, 3'000 hectares en propriété privée devront être dézonés dans le seul canton du Valais. Cela représenterait une perte d'environ 4 milliards de francs. Nombre de citoyens qui ont utilisé un terrain situé en zone à bâtir pour garantir un crédit se trouveraient alors en grande difficulté financière.

Viendrait s'y ajouter la perte macroéconomique liée aux constructions ainsi empêchées (près de 70 milliards en cas d'exploitation totale).

Si l'on associe cette réforme aux conséquences de l'initiative sur les résidences secondaires et de la force du franc suisse, le tableau est on ne peut plus sombre pour les régions périphériques. Leur affaiblissement sur les plans économique et social serait tel qu'elles deviendraient en quelque sorte des cas sociaux collectifs et devraient à l'avenir être mises sous perfusion par les régions centrales plus riches.

Ce sont ses lois libérales et son fédé-

ralisme qui ont fait la prospérité de la Suisse. La révision de la loi sur la planification du territoire jette tout cela par-dessus bord, pour le remplacer par un centralisme étatique rigide, sans égards pour les particularités régionales.

De surcroît, ces mesures coercitives, douteuses sur le plan juridique et an-

*« Ce sont ses lois libérales et son fédéralisme qui ont fait la prospérité de la Suisse. La révision de la loi sur la planification du territoire jette tout cela par-dessus bord, pour le remplacer par un centralisme étatique rigide. »*

ti-propriété, renforceraient encore la pénurie de terrains constructibles et entraîneraient un renchérissement des prix de l'immobilier et du logement en général.

Pour ces motifs, il est impératif que chacun mobilise autour de lui des voix contre la funeste révision de la loi sur l'aménagement du territoire et glisse un NON retentissant dans l'urne le 3 mars.



par Oskar Freysinger,  
conseiller national,  
vice-président UDC  
Suisse, Savièse (VS)

**L'UDC Suisse vous recommande de voter NON**  
Plus d'informations: [www.revision-lat-non.ch](http://www.revision-lat-non.ch)



# 14 Shop UDC



**Commandez en ligne:**  
**www.udc.ch**



..... ex. ballon de foot UDC	25.-	..... ex. Pin's croix suisse	7.-
..... ex. porte-documents UDC	49.-	..... ex. Pin's logo UDC	7.-
..... ex. cravatte croix CH min.	50.-	..... ex. Pin's «UDC Gold»	7.-
..... ex. cravatte croix CH max.	50.-	..... ex. Post-it, bloc de 50	2.-
..... ex. cravatte UDC	50.-	..... ex. couteau suisse	20.-
..... ex. bonbons UDC	5.-	..... ex. autocollants (27/page)	5.-
..... ex. briquet UDC	5.-	..... ex. stylo UDC	2.50
..... ex. sac à dos UDC	10.-	..... ex. jeu de carte jass	3.-
		... franc.	... allemand.

Nom: ..... Prénom: .....  
 Adresse: ..... NPA: ..... Lieu: .....  
 Mail: ..... Téléphone: .....

**Prière de nous renvoyer le talon:**

Secrétariat général UDC, Case postale 8252, 3001 Berne, par fax au 031 300 58 59 ou par e-mail à [gs@svp.ch](mailto:gs@svp.ch)



**ICI VOTRE ANNONCE  
DANS LES JOURNAUX DE  
L'UDC FRANC-PARLER ET  
SVP-KLARTEXT**

**Votre annonce pleine page lue  
par 10'000 lecteurs romands pour  
Fr 1'000.-**

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 70'000  
lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande.  
Plus d'informations en appelant le **031 300 58  
58** ou par e-mail à [franc-parler@udc.ch](mailto:franc-parler@udc.ch). Dé-  
couvrez notre journal en ligne sur [www.udc.ch](http://www.udc.ch)

## Impressum

Tirage: 5'000 exemplaires Adresse: Franc-parler, Case postale 8252, 3001 Berne,  
franc-parler@udc.ch  
Edition: Stiftung SVP-Parteizeitung Imprimerie: Zofinger Tagblatt AG, Henzmannstrasse 20,  
4800 Zofingen, [www.ztonline.ch](http://www.ztonline.ch)  
Périodicité: 11x/an

Crédit photos: Seite 1 - Oben links: © Thomas Minder und © SVP Schweiz. Mitte links: © SGV. Unten links  
und Mitte zentriert: © SVP Schweiz. Seiten 4/5: © SVP Schweiz. Seite 6: Quelle: [www.blick.ch](http://www.blick.ch).  
Seite 7: © SVP Schweiz. Seite 9: © SVP Schweiz. Seite 10: © Verena Herzog. Seite 11 - unten  
links: Quelle: [www.svp-deitigen.ch](http://www.svp-deitigen.ch). Unten rechts: Parlamentsdienste 3003 Bern.

## Calendrier 2013 UDC Suisse

Evénement	Date
Assemblée des délégués à Balsthal (SO). Informations sur <a href="http://www.udc.ch">www.udc.ch</a> - commander des invitations: <a href="mailto:gs@svp.ch">gs@svp.ch</a> ou 031 300 58 58	26.01.2012
13 <sup>e</sup> coupe nationale de yass UDC à Wattwil (SG). Informa- tions et inscription en dernière page de ce journal	23.02.2012
Assemblée des délégués à Engelberg (OW)	04.05.2012
7 <sup>e</sup> tournoi de football UDC à Winterthur (ZH)	13.07.2012
Assemblée des délégués à Genève (GE)	24.08.2012
Assemblée des délégués à Meiringen (BE)	26.10.2012



# NEW LOOK NEW LEGACY 4x4

LINEARTRONIC  
save energy

BOXER

SYMMETRICAL  
AWD

Boîte Lineartronic avec mode manuel.  
Moteur Boxer pour un équilibre optimal.  
Traction 4x4 symétrique permanente  
pour une adhérence parfaite. Trois  
technologies de pointe sur une même  
voiture: les ingénieurs Subaru n'ont  
pas fait les choses à moitié.



## UNE NOUVELLE TENDANCE SÉDUIT LA SUISSE. DÈS FR. 29'850.-.



La plus belle Legacy de tous les temps est arrivée. Toujours aussi spacieuse, richement équipée et puissante, mais avec un nouveau design encore plus élégant. A un prix imbattable qui fait honneur à sa réputation. Et proposée en version diesel ou essence. Découvrez sans plus tarder les atouts majeurs de la nouvelle Legacy 4x4. Votre concessionnaire Subaru vous attend déjà.

Modèle présenté: Legacy 2.5i AWD Limited S, Lineartronic, 5 portes, catégorie de rendement énergétique F, CO<sub>2</sub> 174 g/km, consommation mixte 7,5 l/100 km, Fr. 45'200.-. Modèle Legacy 2.0i AWD Advantage, Lineartronic, 5 portes, catégorie de rendement énergétique E, CO<sub>2</sub> 164 g/km, consommation mixte 7,1 l/100 km, Fr. 29'850.-. Moyenne de toutes les voitures neuves vendues en Suisse (toutes les marques): 159 g/km.



**SUBARU**

*Confidence in Motion*

SUBARU. SWITZERLAND'S 4x4

[www.subaru.ch](http://www.subaru.ch) SUBARU Suisse SA, 5745 Safenwil. Concessionnaires Subaru: env. 200. Les prix Subaru sont **des prix nets**: justes et transparents, TVA de 8% comprise. [www.multilease.ch](http://www.multilease.ch)



# 13<sup>e</sup> Coupe nationale UDC de yass

avec le président de la Confédération Ueli Maurer et des conseillers nationaux et aux Etats UDC

**Samedi, 23 février 2013**

10.30 – 16.00 heures 9.00 heures ouverture des portes

**À la Markthalle Toggenburg,  
Wattwil / SG**

## Genre de jeu

Schieber avec partenaire tiré au sort.  
4 passes à 12 jeux, 48 jeux comptés.

## Types de cartes

Cartes françaises et alémaniques.

## Prix

Belle planche de prix. Chaque participant reçoit un cadeau.  
Challenge pour le vainqueur

Concours d'estime:

1<sup>er</sup> prix Fr. 300.-; 2<sup>e</sup> prix Fr. 200.-; 3<sup>e</sup> prix Fr. 100.-

## Finance d'inscription

La finance d'inscription de 30 francs est versée à l'entrée.

Repas de midi Fr. 25.-

(à payer facultativement avec la finance d'inscription contre un bon)

## Participants

Tous les politiciens UDC, membres de l'UDC, sympathisants de l'UDC et amateurs de yass sont cordialement invités à cette sympathique manifestation.

## Inscription

Pour faciliter notre organisation, nous vous prions de vous annoncer le plus rapidement possible avec le talon ci-dessous par courriel, par courrier postal ou par fax (nombre de places limité).

## Organisation

UDC du canton de St-Gall sous la direction de Toni Brunner, président du CO, et du conseiller national Felix Müri. Expert: Hans Bachmann, anc. champion suisse de yass

✂-.....

## Talon d'inscription

**Je m'inscris à la 13<sup>e</sup> Coupe nationale UDC de yass de samedi, 23 février 2013:**

☐ Cartes françaises      ☐ Cartes alémaniques      ☐ Egal

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ NP Lieu \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_ Courriel ou fax \_\_\_\_\_

**Renvoyer le talon au Secrétariat général UDC, Thunstrasse 10, Case postale 8252, 3001 Berne**  
Tél. 031 300 58 58 - Fax 031 300 58 59 - Courriel: imobersteg@svp.ch